

« Bon » et « mauvais » capitalisme *par Pierre CLAUSS (*)*

Nicolas Sarkozy s'est élevé à plusieurs reprises contre le capitalisme financier, composé de « spéculateurs » et de « rentiers », pour se faire le défenseur du capitalisme d'« entrepreneurs ». Qu'est-ce que signifie vouloir en finir avec le capitalisme financier ? Est-ce réaliste ? Quelles en seraient les conséquences ?

Il faut se rappeler qu'en août 2007, le chef de l'État était à l'origine de la loi votée en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (TEPA). Celle-ci a supprimé les droits de succession pour exonérer la majorité des héritages, si ce n'est tous, à l'aide des différentes donations possibles. Or supprimer ces droits peut favoriser la formation d'une société bloquée de rentiers. Les milliardaires américains, tels George Soros, Warren Buffet, les héritiers Rockefeller entre autres, l'avaient bien compris en 2001 en s'opposant à George W. Bush, qui alors voulait supprimer les droits de succession. Ces milliardaires, ayant pour beaucoup construit

leur fortune sur les marchés financiers, affirmaient que l'enrichissement ne doit pas tenir de l'héritage, mais du mérite.

Le débat entre les pourfendeurs et les admirateurs du capitalisme financier n'est pas récent. Les dénonciateurs de la spéculation, à l'origine de la déstabilisation des marchés financiers et ensuite de l'économie réelle, n'ont pas attendu cette crise pour s'élever. Les chantres des marchés financiers et de la spéculation qui optimise les échanges, non plus. Alors que penser ?

Un grand économiste qui a vécu l'autre grande crise, celle de 1929, peut nous éclairer. En effet, Keynes développe une analyse subtile de la spéculation dans le chapitre 12 de la Théorie générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie. Outre le fait d'être l'un des plus grands économistes du XX^e siècle, Keynes était aussi un fin spéculateur. Son analyse de la spéculation et de son impact sur l'économie n'en est que plus intéressante. Il définit cette activité de

manière peu glorieuse. Quelques extraits suffisent pour nous en convaincre : « [Les spéculateurs] se préoccupent, non de la valeur véritable d'un investissement pour un homme qui l'acquiert afin de le mettre en portefeuille, mais de la valeur que le marché, sous l'influence de la psychologie de masse, lui attribuera trois mois ou un an plus tard. [...] Telle est la conséquence inévitable de l'existence de marchés financiers conçus en vue de ce qu'on est convenu d'appeler la « liquidité » (Payot) ».

Pourtant Keynes, ajoute que cette liquidité est nécessaire aux marchés financiers, pour qu'ils puissent exister et drainer des investissements nouveaux. Liquidité signifie fluidité des échanges. Ainsi il faut bien des acheteurs lorsque tout le monde vend. Et ces acheteurs ne peuvent être que des spéculateurs, ces investisseurs « éclairés » qui, selon Keynes, ont pour objectif de « prévoir la psychologie du marché ». L'attrait des marchés financiers serait réduit à

néant si l'épargnant ne pouvait retirer son argent quand il le souhaite, car dans ce cas, il le placerait ailleurs.

Opposer deux capitalismes n'est donc pas une solution. La spéculation, malgré ses aspects choquants, peut s'avérer très utile aux marchés financiers. La considérer comme un fléau serait contre-productif. Cela reviendrait à bannir les marchés financiers, tout de même utiles aux investissements de nos économies.

En revanche, définir un code éthique du spéculateur au niveau mondial qui obligerait à reverser une partie de ses bénéfices à la lutte contre d'autres fléaux comme la faim dans le monde, les maladies, la pollution ne serait peut-être pas inutile... En évitant de supprimer la sacro-sainte liquidité, ce que la taxe Tobin sur les transactions monétaires est malheureusement susceptible de détruire.

(*) Enseignant-Chercheur, Responsable de la filière Finance à l'ENSAI - Rennes.